65e Année. — N° 160

Le Numéro 15 CENTIMES

BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 m. 1 an
Belgie, Nord et Belgique 12.50 25.00 45.00
France ... 12.00 24.00 48.00
Union post. 16.00 31.50 62.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

65e Année. — N° 160

MARDI 8 JUIN 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix 33, rue Carnot, Tourcoing.

Le complot contre la sûreté de l'Etat. - Les résultats des élections allemandes

LE BUDGET DE 1920 A LA CHAMBRE

Paris, 7 juin. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Arago.

LE BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS

L'assemblée discute le budget des Travaux publics. Elle adopte les chapitres relatifs aux forces hydrauliques, énergie électrique, mines, combustibles, avec un amendement de M. Dor, relevant de 3 millions les subventions pour les recherches de gisement de pétrole en France.

LE BUDGET DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

La Chambre arrive au budget du Commerce et de l'Industrie. Répondant à une remarque de M. Israel, M. Isaac affirme la sollicitude du gouvernement pour les commerçants démobilisés; il rappelle que 21 banques populaires ont été créées auxquelles des crédits s'élevant à 4 millions 675.000 francs ont été accordés pour prêts à court terme. En ce qui concerne les mutilés que leurs infirmités obligent à changer de profession et auxquels des crédits sont actuellement refusés, M. Isaac déclare qu'une loi en leur faveur sera prochainement votée par le Parlement. Finalement, après quelques paroles optimistes de M. Isaac, tous les articles du budget du Commerce sont adoptés.

LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

La Chambre discute ensuite le budget du ministère de la Justice. M. Regnad demande la suppression d'urgence de certains tribunaux d'arrondissement inutiles; il réclame également le relèvement du traitement des juges de 1re classe et des juges de paix.

Les observations

M. Bellet, comme rapporteur de l'administration générale pour la réforme administrative, fait connaître que la majorité de la commission proteste contre les réformes fragmentaires, consistant à supprimer budgétairement des sous-préfets, des juges, des fonctionnaires, et demande un réforme d'ensemble.

M. Ancel dit que le chancelierie envisage une nouvelle réforme tendant au rattachement des tribunaux moins occupés à des tribunaux limitrophes. Il parle ensuite brièvement de la question de l'assistance judiciaire et de l'application des lois sur les loyers.

M. Lhopiteau

Le garde des Sceaux monte à la tribune. J'ai, dit-il, deux directives : réduire les organismes inutiles et simplifier les formalités aux justiciables. J'ai déposé un projet que la Chambre appréciera, une réforme du code de procédure est nécessaire, dit le ministre, mais si cette évolution doit être réalisée, il convient d'être très attentif.

M. Lhopiteau déclare que les affaires confiées aux bureaux d'assistance judiciaire ayant quintuplé, il soumettra à la Chambre un projet prévoyant une rétribution légère pour les officiers ministériels et pour les avocats qui n'ont jamais refusé leur concours gratuit aux bureaux de l'assistance judiciaire.

M. Lhopiteau, répondant à la question sur les loyers, déclare que le gouvernement se préoccupe de l'échéance de 1921, pour l'application de la loi sur les loyers.

La Chambre décide de renvoyer à mardi après-midi la suite du débat. La séance est levée à 19 h. 05.

INFORMATIONS

LA SANTÉ DE M. DESCHANEL

Paris, 7 juin. — M. Millerand a déclaré à un de ses confrères de Paris qu'il avait reçu des nouvelles de M. Deschanel en tous points excellentes.

ON VA RECONSTITUER les STOCKS de CHARBON DE LA VILLE DE PARIS

Paris, 7 juin. — Selon le « Petit Journal », le ministre des Travaux publics a décidé de prendre toutes les mesures immédiates, en vue de reconstituer les stocks de charbon de la ville de Paris. Le prix de 270 francs la tonne franco à domicile, ne serait pas dépassé.

Peut-être pourra-t-on aussi, un de ces jours, aux stocks des régions libérées.

M. WILSON EST PLUS MALADE QUE JAMAIS

Paris, 7 juin. — Selon le correspondant de l'« Echo de Paris » à Washington, en dépit des démentis, on persiste à annoncer que l'état de santé du président Wilson n'est aggravé de façon très inquiétante. Le président est plus malade que jamais. On annonce que deux nouveaux médecins ont été mandés auprès de lui et qu'une intervention chirurgicale est probable.

90 WAGONS DE CHEDDITE EXPLOSENT EN GARE DE SUES

Quatre-vingt wagons de cheddite, destinée au fort de Tranqueleux, ont fait explosion en gare de Suez. Les effets de l'explosion ont été ressentis à 20 kilomètres à la ronde. A Suez de nombreuses maisons ont été rendues inhabitables. On compte des morts et des blessés. D'après les dernières informations parvenues, le fort de Tranqueleux a sauté par suite de l'explosion.

MM. CACHIN ET FROSSARD EN ALLEMAGNE

Berlin, 7 juin. — Une dépêche annonce que les deux leaders socialistes français, MM. Cachin et Frossard, sont passés aujourd'hui à Berlin, se rendant vers l'est. Ils doivent se rencontrer avec des émissaires de la République des soviets russes. Cette rencontre est mise en relation avec les conférences tenues actuellement à Londres.

L'EXPORTATION DES CHIFFONS POUR PAPETERIE EST INTERDITE

Paris, 7 juin. — Un décret publié au « Journal officiel » du 5 juin, prohibe la sortie ainsi que la réexpédition en vertu d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des drilles (chiffons pour papeterie).

Les dispositions du décret sont applicables à l'Algérie.

Des dérogations à la prohibition pourront être accordées dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des Finances.

L'ARRÊT DES EXPORTATIONS DE CHARBON ANGLAIS

Cardiff, 7 juin. — La « Journée Industrielle » annonce que le Coal Controller refuse de libérer les charbons qui, quoique les tonnages soient prêts à charger et que les navires attendent, coûtent depuis plusieurs semaines.

La situation devient intolérable et les importateurs français envisagent la possibilité de résilier leurs chartes-parties.

L'EXPLOITATION DE LA LIGNE TRANSATLANTIQUE ALLEMANDE SERA FAITE PAR LES ETATS-UNIS

New-York, 7 juin. — La compagnie américaine nouvelle « American Ship and Commerce » vient d'acquérir le droit d'exploitation de la route manifeste de la compagnie allemande « Hamburg Amerika Linie ». Ce droit est concédé pour une période de vingt ans.

LA POPULATION DE NEW-YORK DEPASSE 5 MILLIONS ET DEMI D'HABITANTS

Washington, 7 juin. — Le recensement officiel donne à la ville de New-York, 5.621.151 habitants, soit une augmentation de 834.268 pour la dernière décade.

LES QUOTIDIENNES

Les Lenteurs de l'Administration

« Lente comme l'administration », est une phrase passée depuis longtemps à l'état de proverbe, en France. Si, presque toujours, les retards dûs à la bureaucratie compliquent la solution des questions et portent un préjudice énorme aux intéressés. Il est des cas — quand il s'agit de reconstitution, par exemple, — où ils constituent un obstacle insurmontable.

J'ai reçu, à la suite d'un article sur la « Crise du logement », d'un lecteur du « Journal de Roubaix » une lettre dans laquelle est relaté un fait qui, hélas! n'est pas isolé mais dont les détails méritent d'être joints au dossier de M. Lebureau.

Je cite mon correspondant :

« Je suis l'un des co-propriétaires (16 co-propriétaires) d'un immeuble de 23 maisons sinistré la nuit du 20 au 21 septembre 1917.

« Dix maisons sont restées occupées, mais les locataires vivent dans le voisinage d'une immense fosse de W.-C. effondrée et qui pourrait devenir un foyer d'épidémie. Je suis en butte aux réclamations du service d'hygiène. Il n'est impossible d'obtempérer à ses ordres, ne pouvant obtenir d'argent à la Reconstitution. Trois maisons sont sinistrées, mais dix autres en ruines, mais en ruines réparables, pourraient être rendues à la location après réfection. En ce moment de crise, ce serait, ce me semble, rendre service, car dix ménages trouveraient de quoi se loger.

« J'ai déposé une demande d'avance le 17 juillet 1919.

« Je n'ai pu encore obtenir le moindre argent, cependant j'ai rempli toutes les formalités imposées.

« Je ne compte plus mes démarches à la rue Saint-Bernard, et je possède les talons de quatorze lettres recommandées.

« Outre les traditionnelles feuilles vertes, je détiens sept réponses à ces lettres, et toutes libellées de la même façon, sans doute imprimées d'avance.... « J'invite le Service Technique à « hâter l'instruction de votre dossier, et dès qu'il « me sera retourné, revêtu de l'avis réglementaire, je vous ferai mandater d'urgence. »

« Ma demande a été faite le 17 juillet 1919; elle est passée au Service Technique le 3 décembre 1919; a été envoyée à Tourcoing le 10 février 1920; un agent technique procède, le 3 mai 1920, à la visite de l'immeuble sinistré; et nous sommes le 7 juin!

« Dans ma dernière lettre à M. le Secrétaire Général à la Reconstitution, je demande si je puis espérer, pour le 17 juillet 1920, jour anniversaire du dépôt de ma demande d'avance déposée le 17 juillet 1919, obtenir un commencement de satisfaction.

» Et l'on déplore la crise du logement!!

» Dans chacune de mes lettres, j'ai signalé ce qui précède cependant. Et les dégâts s'accentuent... »

M. Lebureau va sans doute sourire si cette lettre lui tombe sous les yeux. Il en a vu bien d'autres, dans sa longue carrière administrative! Qu'il fasse attention, pourtant, car à la fin le Français, né patient et doux, pourrait bien se fâcher tout rouge et ne pas tolérer qu'on se moque plus longtemps de lui.

Maurice Aubert.

UNE TENTATIVE DE BOLCHEVISME EN FRANCE

Le complot contre la sûreté de l'Etat

Une perquisition chez la militante Kaufmann

Paris, 7 juin. — Le « Petit Journal » annonce que la police a perquisitionné chez la militante Kaufmann, adhérente à l'Internationale. Une nombreuse correspondance, notamment des lettres de Lénine et de Trotsky a été saisie.

L'ORIGINE DU COMPLOT

On révèle que le complot bolcheviste avait été organisé à Amsterdam, par l'envoyé de Lénine, M. Rutgers, lequel réunit un premier comité international où les grandes nations étaient représentées.

Les réunions de ce comité eurent lieu en secret, du 1er au 10 février dernier.

M. Rutgers déclara que la situation des soviets russes allait devenir critique si une révolution mondiale n'intervenait pas pour les soutenir.

Il annonça que pour arriver au but qu'ils s'étaient fixé, les soviets de Moscou mettaient à la disposition des délégués à l'étranger, une somme de 20 millions de roubles, pour la propagande.

C'est ainsi que la grève générale éclate en France, avec le chômage des transports comme premier moyen d'action.

Les élections allemandes

L'évolution est à droite

Allemands et Allemandes ont élu, dimanche, nous l'avons dit, le « premier » Reichstag de la République. N'oublions pas, en effet, que l'Assemblée nationale qui vient de disparaître n'avait qu'un caractère provisoire.

Rappelons que l'Assemblée nationale allemande fut élue le 19 janvier 1919, selon un mode de scrutin tout nouveau, puisque le droit de vote fut alors étendu aux femmes et aux soldats avec abaissement de la limite d'âge à 20 ans au lieu de 25 ans. D'où une augmentation très considérable du nombre des électeurs (40 millions environ, au lieu de 14.400.000, en 1912). En outre, le scrutin de liste, avec représentation proportionnelle et combinaison de listes entre partis voisins, fut substitué au scrutin d'arrondissement.

On évalue de 70 à 75 p. c. la proportion des votants dans l'Empire, alors qu'en 1912 elle avait été de 82,04 p. c. pour les hommes, et de 82,02 p. c. pour les femmes.

A Berlin, 1.400.000 électeurs étaient inscrits.—Dans des quartiers ouvriers, 80 p. c. ont voté; dans les quartiers riches, 75 p. c.; dans le centre, 68 p. c.

En raison de la complexité du dépouillement électoral, les résultats complets des élections ne pourront être connus avant mercredi matin.

LES RÉSULTATS CONNUS

Les opérations de dépouillement ont été suspendues dimanche, à 11 h. 30 du soir et reprises lundi matin, à 8 h. 30. A Berlin, on a déjà 60 p. c. des résultats, qui se décomposent ainsi :

Parti nationaliste, 64.017; parti populaire, 109.864; centre, 19.052; démocrates, 66.169; socialistes majoritaires, 159.362; indépendants, 394.864; communistes, 10.351.

D'après les résultats partiellement connus pour Berlin, on estime que la capitale sera représentée au Reichstag par 6 ou 8 socialistes indépendants, 33 sociaux démocrates, 3 députés du parti populaire, 2 nationalistes, 1 démocrate.

Le centre n'aura pas de représentants berlinois.

Aix-la-Chapelle, 7 juin. — Les élections allemandes se sont passées dans un calme absolu dans la zone belge. Les socialistes indépendants gagnent de nombreuses voix aux dépens des socialistes majoritaires.

UNE EVOLUTION A DROITE

Bâle, 7 juin. — Les nouvelles d'Allemagne relatives aux élections du Reichstag, indiquent que les démocrates et les socialdémocrates subissent un vif échec. Les socialistes indépendants arrivent en tête; le parti populaire augmente le nombre de ses sièges.

M. MILLERAND espère visiter prochainement les régions dévastées

Paris, 7 juin. — Interrogé sur ses projets, M. Millerand a déclaré que dès la fin de la session, c'est-à-dire vers la mi-juillet, il comptait visiter de la façon la plus minutieuse et la plus complète, en prenant tout son temps, les régions libérées. « Je veux me rendre compte » a ajouté le président du Conseil, de ce qui a été fait pour leur restauration, m'entretenir sur place avec leurs représentants, en un mot procéder à une véritable inspection. »

En terminant, M. Millerand a déclaré qu'il comptait visiter dans ces conditions, tout l'ancien front d'Amiens à Epinal.

Une mission du général Gouraud au Caire

Le général Gouraud, haut-commissaire français en Syrie, doit arriver au Caire dans les premiers jours de la semaine.

Le but officiel de ce voyage est de rendre sa visite à lord Allenby et de « voir les pyramides », mais il est probable qu'au cours de cette visite on discutera certaines questions concernant la Syrie et la Palestine, notamment la délimitation des frontières.

Un Congrès à Paris du Personnel des Services publics

Le cahier de revendications des travailleurs des départements et des communes

Paris, 7 juin. — Le Congrès de la Fédération nationale du personnel des services publics s'est ouvert ce matin, boulevard du Temple, afin d'établir le nouveau cahier de revendications des travailleurs des départements et des communes et de manifester en solidarité avec les fonctionnaires cégétistes.

La séance s'est ouverte à 9 h. 40, sous la présidence de M. Poupel de Reims, qui a pour assesseur, M. Marcel Dulardin, de Lille. Dans l'assistance, on remarquait une délégation belge des services publics.

Au début du Congrès, M. Copignaux, au nom de la Fédération, souhaite la bienvenue aux congressistes et particulièrement à la délégation belge. Il ajoute que la Fédération entend désormais resserrer les liens « internationaux » des travailleurs publics et que, la semaine prochaine, une délégation fédérale se rendra en Hollande, pour assister au Congrès de Rotterdam.

M. Morel, trésorier, donne aussitôt après lecture du rapport financier, puis la séance est suspendue, afin d'attendre le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

Les Syndicats chrétiens dans les Conseils ouvriers

Le 29 février courant, M. Zirnheld et une délégation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens en exposant à M. Millerand les desiderata des chrétiens, notamment sur la question des salaires, avaient insisté sur le gouvernement du concours de la C.F.T.C. contre toute tentative révolutionnaire. M. Millerand avait promis de son côté d'admettre désormais les représentants des organisations confédérées chrétiennes dans les Conseils ouvriers. La promesse est, dès maintenant, tenue. M. Gaston Tessier, secrétaire général de la C.F.T.C., a été nommé membre de la Commission chargée de l'étude des variations du coût de la vie.

La vie mondaine reprend à Vienne

La reprise des courses

Vienne, 7 juin. — La reprise des courses hippiques s'est effectuée sur l'hippodrome de Frendenau, en présence d'une assistance nombreuse, parmi laquelle on remarquait la plupart des membres des missions étrangères.

Le derby comportait un prix de 140.000 couronnes qui a été enlevé par Wolfgang, de l'écurie Landau, devant Harsand, second, à une tête, et Primo, troisième.

L'arrivée a donné lieu à une très jolie lutte. Huit concurrents avaient pris le départ.

Une manifestation patriotique à l'Hôtel de Ville de Paris

L'inauguration des plaques consacrées aux artisans de la victoire

Paris, 7 juin. — Lundi après-midi a eu lieu à l'Hôtel de Ville l'inauguration solennelle, par la ville de Paris, des plaques votées par le Parlement et consacrées à la gloire des armées et de leurs chefs, de M. Georges Clémenceau, du gouvernement de la République, du maréchal Foch et de M. Poincaré.

A cette cérémonie assistaient de nombreuses personnalités, notamment les présidents de la Chambre et du Sénat, plusieurs ministres et anciens ministres, les maréchaux Joffre et Pétain, de nombreux généraux, le cardinal Amette, le président du Consistoire, le grand rabbin, etc.

Les invités étaient reçus par les préfets de la Seine et de police, le président et les membres du Conseil municipal. La cérémonie s'est déroulée dans la salle des séances. L'arrivée successive de M. Clémenceau, du maréchal Foch et de M. Poincaré a donné lieu à de chaudes manifestations de sympathie.

Après avoir signé le Livre d'Or, les hôtes illustres de la municipalité ont été conduits en cortège dans la salle où leur entrée a été saluée par de vibrants applaudissements pendant que la musique jouait la « Marseillaise ».

M. Oudin, au nom du Conseil municipal, après la chute du voile recouvrant les plaques, a dit « combien il nous est doux d'honorer en perpétuant le souvenir de leurs bienfaits, les artisans de la victoire. »

Après lui M. Autrand, préfet de la Seine, dans un discours très applaudi, a rappelé les journées triomphales que les Parisiens ont eu la joie de célébrer. Une délégation de vingt soldats représentait l'armée à la cérémonie.

Les négociations hollando-belges

L'intervention de l'Angleterre?

Londres 7 juin. — Le groupe parlementaire du parti national démocratique a fait parvenir au premier ministre, un message disant que le gouvernement devrait faire tout son possible pour assister la Belgique dans ses négociations avec la Hollande, afin d'assurer à ces deux pays des droits égaux sur l'Escaut, ainsi que la rétrocession de la partie de Maëstricht qui est belge sous le rapport ethnique, linguistique et historique, pour que la Belgique puisse défendre cette même partie de la ville et empêcher ainsi que l'Allemagne ait la porte ouverte vers Anvers et le Nord de la Belgique, comme dans les premiers jours de la guerre.

LA MISSION DE KRASSINE A LONDRES

L'attitude de l'Angleterre. — Le désaccord au sein du Cabinet

Paris, 7 juin. — Selon les déclarations d'une personnalité anglaise, l'accord ne serait pas complet au sein du Cabinet, relativement à l'attitude à adopter à l'égard de Krassine. Lord Curzon et M. Winston Churchill seraient résolument opposés au projet des relations commerciales.

D'autre part, l'opinion commence à s'étonner des atermoiements du gouvernement de Moscou et se demande si le voyage de Krassine à Londres n'aurait pas un but tout autre que la reprise des relations commerciales.

L'impression à Londres

Londres, 7 juin. — Le « Daily Telegraph » se dit bien informé pour déclarer que les négociations entre les représentants du Gouvernement britannique et Krassine n'ont encore abouti à aucun résultat qui puisse justifier un bien long séjour à Londres de l'envoyé bolcheviste.

Tous les milieux autorisés, ajoute ce journal, ont de plus en plus l'impression que Krassine est loin d'être le plénipotentiaire de Moscou. Il a quitté Moscou, il y a plusieurs mois. Sa popularité a beaucoup baissé auprès des dirigeants du régime soviétique et il semble qu'il a perdu toute leur confiance.

Le « Daily Express » est partisan de l'acceptation de 60 millions de livres sterling offerts par Moscou. Selon ce journal, si on les acceptait, il ne resterait rien aux bolchevistes pour leur propagande. Cet accord permettrait en outre, dit le journal, d'améliorer le change de la livre à New-York et, par répercussion, le change du franc, ce qui aurait pour conséquence d'activer la baisse du coût de la vie.

Lettre de Bruxelles

LA FLAMANDISATION DE L'UNIVERSITÉ DE GAND. — UNE ENQUÊTE A PROPOS DES INCIDENTS DE BRUXELLES. — LA TACTIQUE FLAMINGUANTE.

(D'un correspondant particulier)

7 juin 1920.

Une enquête est simultanément ouverte à propos des bagarres de la Bourse, par le Parquet et le bourgmestre de Bruxelles. La presse d'expression française est unanime à condamner et à critiquer l'attitude de la police dont la passivité et l'inertie sont généralement blâmées. La presse d'expression flamande se réjouit des événements. « Le frontpartij, dit l'un des journaux, s'est déjà emparé de la Bourse de Bruxelles. Ce sera ensuite le tour de l'Hôtel de Ville. »

Il faut reconnaître, sans parti-pris, que les flamands ont une singulière façon d'interpréter le discours de leur chef, M. Poullet, qui attend beaucoup « pour réaliser les justes revendications des Flandres, de la bienveillance et du bon esprit de justice des Wallons ». Il ne faudrait pas de nombreuses manifestations dans le genre de celle de la Bourse, pour indisposer les meilleures volontés wallonnes.

Le fait qu'on a reconnu à la tête des perturbateurs flamands des gens qui, on vu et au su de tous, se sont acoquinés, pendant la guerre, avec les Boches, n'est pas de nature à faire estimer la campagne pour la flamandisation de Gand. Celle-ci avait été réalisée, on s'en souvient, par l'ennemi, avec l'aide de quelques traîtres. Ce sont les disciples de ces derniers qu'on a revus à Bruxelles, le gourdin à la main, poursuivant des vivats boches et étouffant sous leurs cris forcenés la voix d'honorables professeurs d'Université.

C'est de la pure culture allemande, cela, et il y a unanimité à Bruxelles, pour demander qu'on la bâillonne. D'autant plus que les bagarres de la Bourse ont été un coup de surprise et de traîtrise. Personne ne s'y attendait. La conférence était publique. Elle avait été annoncée par la presse. La qualité et la dignité des professeurs universitaires qui devaient y prendre la parole, étaient une garantie que les discours ne sortiraient pas des bornes d'une discussion loyale et sérieuse. Il est été de la plus élémentaire correction d'abord laisser parler des hommes qui, par leur caractère et leur réputation, imposaient le respect, quitte, ensuite à reprendre ou à redresser leurs observations, s'il y avait lieu.

Les flamingants ont préféré se servir de matraques et de sifflets à roulettes, après avoir cerné sournoisement la salle. C'est une manœuvre grossière qui ne relèvera pas leur cause dans l'opinion publique. Le bourgmestre de Bruxelles est décidé à agir contre ces perturbateurs insolents et contre les policiers qui n'ont pas fait leur devoir, en cette occurrence.

Crier : « Vive von Bissing! Vive von Hindenburg! A bas la France! » ne peut que faire tort à la cause flamande. M. Poullet, à Anvers, se plaignait que les Wallons ne connaissent pas à fond les revendications et le martyre d'entre les Flamands. Les Wallons ont été servis, à souhait, semble-t-il, par les événements de la Bourse. Evidemment, ce n'est qu'un accident, dira-t-on, une exception. Venant quinze jours après le Congrès d'Anvers, il sera fort difficile aux Flamands d'empêcher que ces mœurs de guerre civile ne soient interprétés comme l'extériorisation de leurs sentiments intimes.

D'autant plus, que l'intervention imprévue et brutale des flamingants dans une réunion dont la correction était manifeste, n'est pas un cas isolé. Elle devient d'une fréquence telle que l'on est obligé d'y voir la réalisation d'un plan de campagne méthodiquement préparé et poursuivi. Plus une assemblée sérieuse se tient sans que les Flamands n'interviennent, à brûle-pourpoint, sans avoir prévenu qui que ce soit. A tout bout de champ, même dans des questions qui n'ont rien à voir avec le problème linguistique, et au risque de troubler les réunions et de nuire ainsi à la bonne marche des ordres du jour, ils proclament leur droit à la vie et leur volonté de voir leurs revendications satisfaites. Il en résulte, souvent, des situations comiques qui peuvent quelquefois tourner au tragique, comme on l'a vu à la Bourse. Mais, sans être taxé d'indiscrétion, on peut dire que la vie publique à Bruxelles, souffre de cette lutte sourde, poursuivie à temps et à contretemps et qui est un des gros arguments de ceux qui ne veulent pas voir la culture française exproprée de Belgique au profit de la culture germanique.

D'autre part, comme la passion aveugle souvent les Flamands, peu au courant des délicatesses de l'esprit de la langue française, il en résulte parfois même entre les mieux intentionnés, des quiproquos de langage qui gâtent les meilleures réunions et font comprendre aux Flamands juste le contraire de ce que disent ou écrivent des Wallons. Quoi qu'il en soit, les regrettables incidents de Bruxelles n'avancent pas beaucoup la solution amiable du problème flamand.

S...

DERNIÈRE HEURE

Les Crimes allemands dans les Régions envahies

Une note du sous-secrétaire de la Justice militaire

Nous avons reçu de Paris, dans la soirée de lundi, l'information suivante :

Paris, 7 juin. — Le sous-secrétaire de la Justice militaire vient de communiquer aux parquets des régions libérées les instructions suivantes :

Ordre de mettre immédiatement en liberté provisoire tous les sujets allemands arrêtés postérieurement à la date du 10 janvier 1920, quels que soit la gravité de l'inculpation qui pèse sur eux, crimes ou délits, et quel que soit l'état de l'instruction.

En ce qui concerne les sujets allemands arrêtés ou condamnés avant cette date, des instructions ultérieures seront données.

D'après cette information, il semble donc que les conseils de guerre français vont se dessaisir complètement des poursuites aux quelles devraient être astreints les Allemands coupables de crimes, de vols et autres méfaits.

Il est probable, par suite, que tous les tourneurs des régions envahies répondront de leurs actes devant la cour de Leipzig ou d'une cour de justice quelconque.

Mandat d'arrêt contre le capitaine Pfeffer

Berlin, 7 juin. — Suivant une dépêche de Munster à l'Agence Wolff, un mandat d'arrêt serait lancé contre le capitaine Pfeffer, président de la fameuse organisation militariste « La Ligue du Front ».

LA MISSION KRASSINE et le Conseil suprême économique

La question de l'or russe

Londres, 7 juin. — Le Conseil suprême économique a examiné officiellement une note des Russes contenant, ainsi qu'on le leur avait demandé, les questions qu'ils désiraient traiter avec les représentants alliés.

Il semble que l'entente ne soit pas complète sur tous les points, notamment sur celui concernant les garanties à obtenir des bolchevistes. La question de l'or sera discutée, non pas par le Conseil, mais par les gouvernements eux-mêmes et par M. Cambon à Londres.

Le gouvernement anglais sait que les buts du gouvernement français sont bien arrêtés à ce sujet, étant entendu que cet or ne peut servir à aucun payement puisqu'il n'appartient pas au gouvernement bolcheviste, mais aux porteurs de la dette russe. Le gouvernement français en poursuivra donc la saisie partout où il sera donné en payement.

Comme on le voit, l'affaire Krassine n'est pas très facile à solutionner, puisque le seul moyen de payement est l'or, et que les produits sont illusoires.

Les échanges commerciaux avec la Russie

Londres, 7 juin. — L'« Evening News » croit savoir que M. Krassine va être avisé que les gouvernements alliés ne participeront pas eux-mêmes aux échanges commerciaux avec la Russie; on laissera les négociants se charger de ces échanges.

Massacre de Japonais

Tokio, 7 juin (officiel). — Les contingents japonais n'ont trouvé aucun survivant japonais à Nicolaïevsk; tous les Japonais, croit-on, ont été massacrés. On a trouvé dans un village avoisinant, 10 Japonaises, épouses de sujets russo-chinois.

Les élections allemandes

Les élus

Berlin, 7 juin. — A 10 heures, 182 députés peuvent être considérés comme élus : 46 indépendants, 44 socialistes majoritaires, 29 conservateurs modérés, 22 conservateurs nationalistes, 20 membres du centre, 14 démocrates, 3 membres de la Ligue des paysans wurtembourgeois, 1 guelfe, 1 communiste.

M. Erzberger a été réélu dans le Wurtemberg.

Les vainqueurs de la journée

Paris, 7 juin. — Le « Temps », parlant des résultats des élections allemandes connus jusqu'à présent, relève que les socialistes majoritaires perdraient à peu près le tiers de leur effectif ancien, les démocrates plus de la moitié le centre, par contre, reste intact; les socialistes indépendants sont les grands vainqueurs de la journée. Ils feront plus que doubler leur effectif, ainsi que le parti populiste qui a recueilli presque tout ce que les démocrates ont perdu. Les nationaux allemands (vieux conservateurs), marquent une avance qu'on peut estimer à 20.

Le « Temps » ajoute :

D'un façon générale, les voix de gauche additionnées sont en recul par rapport aux élections précédentes. Parmi les élus du parti socialiste indépendant à Berlin, on remarque Louise Zietz, Eichorn, l'ancien député au Reichstag; Ledebour qui ne faisait pas partie de l'assemblée nationale, ainsi que Crispien et Adolphe Hoffmann.

Les Défenseurs de Maubeuge

Une proposition de M. Pasqual, député du Nord

Paris, 7 juin. — M. Léon Pasqual, député du Nord, s'inspirant des conclusions des débats du deuxième conseil de guerre sur le siège de Maubeuge, a déposé la proposition de résolution suivante :

La Chambre invite le gouvernement à donner des instructions à tous les dépôts pour que les propositions faites en faveur des militaires ayant appartenu à la garnison de Maubeuge, ajournées ou retenues en exécution d'une circulaire du 25 septembre 1915, soient sans retard transmises au ministre de la Guerre pour que les militaires ayant appartenu à la garnison de Maubeuge, reçoivent, avec effet rétroactif, les récompenses qu'ils méritent et pour qu'il soit donné suite à la demande faite le 8 août 1914, par le général Pau, au ministre de la Guerre, tendant à nommer général de division le général Fournier, gouverneur de Maubeuge.

Les provocations de militaires à la désobéissance

Nombreuses condamnations

Paris, 7 juin. — Le 15 février 1920, le journal « Le Libertaire » publiait un article intitulé : « Aux camarades de la classe 1920 » et signé Lorédi.

Cet article, constituant une provocation de militaires à la désobéissance, tombait sous le coup de la loi du 20 juillet 1894, sur les menées anarchistes.

Louis Rafin, dit Lorédi, l'auteur de cet article; Julien Coutent, administrateur du « Libertaire », et Jules Journe, gérant, ont été condamnés par défaut par la 11e Chambre correctionnelle, les deux premiers à 10 mois de prison et 500 fr. d'amende; le troisième à 1 an de prison et à 1.000 fr. d'amende. Les distributeurs du tract : « Proclamation aux jeunes », poursuivis, ont été également condamnés par défaut, par la même Chambre, Louis Rafin, dit Lorédi à 18 mois de prison et 1.500 fr. d'amende, sans confusion avec la première peine. Quatre autres distributeurs ont récolté de 1 an à 18 mois de prison et 1.000 fr. d'amende chacun.

Le Congrès de la Fédération nationale du Personnel des Services publics

Paris, 7 juin. — La séance du Congrès de la Fédération nationale du personnel des services publics, suspendue, ce matin, à 10 h. 45, n'a été reprise qu'à 14 heures, avec le même bureau.

Le rapport de la Commission de vérification des mandats est adopté. Le Congrès a désigné ensuite la Commission chargée de préparer un projet de révision des statuts.

Le Congrès décide ensuite que les Commissions se réuniront, le matin, puis il entreprend la discussion du rapport moral du secrétaire fédéral.

Une réunion du Conseil DE LA Fédération socialiste de la Seine

Paris, 7 juin. — Le Conseil de la Fédération socialiste de la Seine s'est réuni ce soir. Il a voté un ordre du jour saluant les succès remportés par les socialistes indépendants d'Allemagne aux élections d'hier et approuvant la décision de la Fédération syndicale internationale boycottant la Hongrie à partir du 20 juin.

Une exécution capitale à Rouen mardi matin

Rouen, 7 juin. — M. Deibler est arrivé lundi avec les bois de justice; il doit procéder mardi matin à l'exécution du nommé Alfred Maquennehen, charretier, condamné à mort le 23 février dernier pour le double assassinat, à Martainer, de Mme Turquet et de sa bonne, qu'il voulait voler.

Les Attentats en Irlande

Nouvelles mesures de répression

Londres, 7 juin (Chambre des Communes). — M. Lloyd George, répondant à une question, dit que le Gouvernement est résolu à mettre un terme à la campagne d'assassinat en Irlande. Il sera probablement nécessaire de renforcer les lois actuelles, pour la répression des crimes en Irlande.

Le mouvement financier entre les Etats-Unis et les Alliés

Washington, 7 juin. — Le département de la guerre annonce que les Etats-Unis ont payé 112.897.000 dollars à la Grande-Bretagne, 893.716.000 dollars aux puissances alliées dont 748.392.000 dollars à la France.

Les Etats-Unis ont recouvré par contre 322.923.000 dollars par la vente des stocks de matériel de guerre se trouvant à l'étranger.

INCENDIE A BORD D'UN NAVIRE

Lorient, 7 juin. — Par télégraphe sans fil, le vapeur « Ville-de-Tamatave » signale qu'un incendie s'est déclaré à bord par 46°-10° nord et 7°-10° Greenwich.

Brest, 7 juin. — Sur appel par télégraphie sans fil de la « Ville de Tamatave », allant de Lisbonne au Havre, et signalant que le feu s'était déclaré à bord, des remorqueurs du port sont partis à la rencontre du bâtiment pour lui porter secours et ramener à Brest les cadavres de deux matelots et d'un passager qui sont morts asphyxiés.

M. VENIZELOS EST PARTI POUR PARIS

Athènes, 7 juin. — M. Venizelos a quitté Athènes samedi et rendant à Paris.

Dernières Nouvelles Régionales

LES FÊTES UNIVERSITAIRES A LILLE.

— La troisième journée. — La 3e journée des fêtes organisées par les étudiants comportait, dans la matinée, un service religieux à la mémoire des étudiants protestants tombés au champ d'honneur pendant la guerre. Il fut célébré à 9 heures au temple de l'église réformée, par M. le pasteur Monod, qui prononça une allocution. On remarquait aux premiers rangs, avec les doyens des diverses facultés, M. Borès, conseiller de préfecture, représentant M. le Préfet du Nord; le lieutenant Marion, représentant M. le général Lacapelle, etc.

Une réunion d'études s'est ensuite tenue à la maison des Etudiants. Les délégations étrangères, les représentants des universités françaises et le comité de l'Union des étudiants y prirent part.

Au cours de l'après-midi, accompagnés de leurs collègues des universités étrangères, les étudiants se sont rendus au Palais des Beaux-Arts où M. Théodore, conservateur, appela leur attention sur les chefs d'œuvre dont il a la garde. A l'issue de cette visite, les étudiants sont allés par petits groupes visiter les ruines amoncelées par la guerre et visiter certaines églises et monuments.

Les fêtes universitaires se sont terminées par une soirée au théâtre municipal à laquelle assistait une brillante assemblée.

Dernières Nouvelles Sportives

CYCLISME

LE GAGNANT DU TOUR D'ITALIE. — Rome, 7 juin. — Belloni, le gagnant du tour d'Italie, a accompli le parcours de 2.337 kilomètres en 100 heures, 47 minutes, 22 secondes 4/5, [illegible] une moyenne de 24 kilomètres 500 à l'heure.